

**DISCOURS À LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU DE LA FAO SUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET
BIOÉNERGIE. ROME, ITALIE, LE 03 JUIN 2008**

Chères Amies, Chers Amis:

Nous voici réunis à la recherche de solutions pour le problème de la sécurité alimentaire mondiale. La sécurité alimentaire a toujours été une préoccupation centrale de mon gouvernement. En 2003, j'ai lancé un programme pionnier, le Faim Zéro, qui a permis que des millions de brésiliens, qui avant étaient assujettis à la condition de misérables, aient passé à manger trois repas par jour. J'ai fait du combat contre la faim et la pauvreté une priorité de l'action internationale du Brésil. Je me suis uni à d'autres dirigeants de pays riches et pauvres dans le but de trouver des ressources capables de libérer une grande partie de l'humanité des fléaux de la faim et de la malnutrition. Avec eux, j'ai développé des formes originales pour faire que des fonds aujourd'hui alloués à la production d'armements ou à l'obtention de bénéfices exorbitants au moyen de l'intermédiation financière, puissent être acheminés vers le plus humanitaire des objectifs: donner à manger à ceux qui ont faim. Nous avons fait des progrès. Nous avons réussi, par exemple, à créer un mécanisme pour répondre aux besoins de soins pour les maladies endémiques dans les pays les plus pauvres. Mais ce que nous avons fait c'est très peu par rapport à l'immensité de la tâche. Je souhaite vous rappeler que, tous les soirs, plus de 800 millions de personnes dans le monde vont dormir avec faim, ce qui est une indigne, une véritable injure contre l'humanité.

Malgré l'ample travail technique et de la volonté politique de certains dirigeants, des résistances de tout genre continuent à ériger des obstacles face aux solutions innovatrices.

Nous avons réuni, au siège des Nations Unies, à New York, soixante Chefs d' État et des hauts représentants de plus de cent pays, qui ont approuvé un document qui propose des mesures en même temps possibles et audacieuses.

Mais, une fois les réunions closes et éteintes les lumières, il semble que les gens reviennent à leurs activités quotidiennes. Et là, la faim est oubliée, pour n'être rappelée que lors d'une explosion telle que celle des dernières semaines.

Ne soyons pas dupes: il n'y aura pas de solution structurelle pour la question de la faim dans le monde tant que nous ne serions pas capables d'acheminer des fonds pour la production d'aliments dans les pays pauvres. Et, simultanément, éliminer les pratiques commerciales déloyales qui caractérisent le commerce agricole.

Le problème de la faim s'est aggravé dans les derniers temps avec la forte hausse des prix des aliments.

Dans certains pays, des foules, désespérées avec le manque de nourriture, se sont lancées dans les rues, pour protester et exiger des actions des autorités.

Nous sommes face à un problème grave et délicat. Et, pour y faire face, nos devons comprendre ces vraies causes.

Prenons un exemple particulièrement dramatique, celui d' Haïti. Ce pays – le plus pauvre du continent américain – a été un des plus grands producteurs de riz des Caraïbes. Nonobstant, des politiques macro-économiques imposées du dehors, et qui privilégiaient exclusivement l'aspect monétaire, auxquelles s'ajoutait la disponibilité d'aliments hautement subventionnés dans d'autres pays, ont conduit à l'abandon de la culture du riz en Haïti, avec les conséquences tragiques que nous connaissons.

Pour comprendre pleinement les véritables raisons de l'actuelle crise alimentaire, il est indispensable, donc, d'écartier le rideau de fumée lancé par des lobbies puissants, qui prétendent attribuer à la production d'éthanol la responsabilité de la récente inflation du prix des aliments.

Plus que d'une simplification, il s'agit d'une moquerie qui ne résiste à aucune discussion sérieuse.

La vérité c'est que l'inflation du prix des aliments n'a pas une seule et unique explication.

Elle dérive d'une combinaison de facteurs: la hausse du pétrole, qui influe sur les coûts des engrains et des frets; les modifications des changes et la spéculation sur les marchés financiers; la diminution des stocks mondiaux; l'augmentation de la consommation d'aliments dans des pays en développement, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et tant d'autres; et, surtout, le maintien des absurdes politiques protectionnistes dans l'agriculture des pays riches.

Peut-être la plus grande nouveauté – très bienvenue, disons-le – soit le fait que plus de personnes sont en train de manger.

Les pauvres en Chine, en Inde, en Afrique, en Amérique Latine et aux Caraïbes, et aussi au Brésil, mangent plus. Et ceci est très bon.

Le fait est que des foules de nouveaux consommateurs s'incorporent aux marchés.

Des grands pays avant considérés pauvres sont en train de se développer à des taux vigoureux et, de la sorte, améliorant la vie de leurs populations. Ce phénomène, d'énorme importance, c'est installé pour de bon.

Un autre facteur essentiel de la hausse du prix des aliments c'est la flambée des prix du pétrole. C'est étrange: beaucoup de gens parlent de la hausse du prix des aliments, mais deviennent muets au moment d'analyser l'impact de la hausse du prix du pétrole dans les coûts de production des aliments.

C'est comme si une chose n'avait aucun rapport avec l'autre. Et n'importe quelle personne bien informée sait qu'il n'en ait pas ainsi. Passons aux chiffres. Au Brésil, pour chaque graine d'haricots, de riz, de maïs, de soja, ou dans chaque litre de lait, le pétrole est responsable par 30% du coût final.

Observez que je me réfère au Brésil, où le pétrole représente à peine 37% de notre bouquet énergétique. Dans mon pays, plus de 46% de l'énergie vient de sources renouvelables, telles que la canne-à-sucre et les usines hydroélectriques.

Mais, même ainsi, le pétrole pèse beaucoup dans le coût des récoltes brésiliennes. Et alors, je me demande: combien le pétrole ne pèse-t-il pas sur les coûts des aliments d'autres pays qui dépendent beaucoup plus de lui que nous? Encore plus lorsque l'on sait que, dans les dernières années, le prix du baril a fait un bond de 30 à plus de 130 dollars.

Il faut prendre des mesures. Pour cela même, la semaine dernière, les chefs d'État et de gouvernement de l'Amérique Centrale, réunis avec le Brésil, ont décidé demander aux Nations Unies la convocation urgente d'une Conférence Internationale pour discuter ce sujet.

Mes amies et mes amis :

Un autre facteur décisif pour la hausse des aliments c'est l'intolérable protectionnisme avec lequel les pays riches protègent leur agriculture, atrophiant et désorganisant la production dans d'autres pays, particulièrement les plus pauvres.

L'ainsi dite crise mondiale des aliments est, par dessus tout, une crise de distribution.

Il faut produire plus et mieux. Le Brésil, en tant que puissance agricole, est décidé à augmenter sa production.

Mais de quoi servirait-il de produire plus, si les subventions et le protectionnisme empêchent l'accès aux marchés, mutilent les revenus et impossabilisent l'activité agricole durable?

Certains pays spécialement bien dotés de ressources et qui ont développé des technologies de pointe peuvent même, au moyen de gains extraordinaires de productivité, vaincre les barrières et les distorsions érigées par les économies les plus riches du monde.

Mais que dire des économies les plus pauvres, qui luttent pour maintenir une agriculture de subsistance au milieu de difficultés de financement, d'irrigation, de moyens, comme c'est le cas de bien

d'économies africaines?

Les subventions produisent la dépendance, démontent des structures productives entières, provoquent la faim et la pauvreté où il pourrait avoir de la prospérité. L'heure de les éliminer est révolue.

Le dépassement des obstacles actuels exige une conclusion réussie, au plus tôt, du cycle de Doha à l'OMC. Un accord qui cesse de considérer le commerce agricole comme une exception aux règles. Qui permette aux pays les plus pauvres produire des revenus avec la production et l'exportation.

La vraie sécurité alimentaire se doit d'être globale et fondée sur la coopération.

C'est ce que le Brésil est en train d'essayer de faire avec ses partenaires du monde en développement, surtout avec l'Afrique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes. L'expansion de ce genre d'initiative peut se bénéficier énormément avec la constitution de nouveaux partenariats, qui permettent la coopération triangulaire.

Mes amies et mes amis:

Le Brésil continue à insister dans l'énorme potentiel des biocarburants. Ils sont décisifs dans le combat contre le réchauffement global. Et peuvent jouer un rôle de première importance dans le développement économique et social des pays les plus pauvres. Les biocarburants produisent des revenus et des emplois, surtout à la campagne, et, en même temps, produisent de l'énergie propre et renouvelable.

C'est donc avec étonnement que j'observe les tentatives de créer une relation de cause à effet entre les biocarburants et l'augmentation des prix des aliments.

C'est curieux: ils sont bien peu nombreux ceux qui mentionnent l'impact négatif de l'augmentation du prix du pétrole sur les coûts de production et de transport des aliments.

Ce comportement n'est pas neutre ni désinteressé. Je vois avec indignation que beaucoup des doigts pointés contre l'énergie propre des biocarburants sont sales de pétrole et de charbon. Je suis désolé de voir que beaucoup de ceux qui rendent responsable l'éthanol – y compris l'éthanol de canne à sucre – par la hausse du prix des aliments sont les mêmes qui, depuis des décennies, maintiennent des politiques protectionnistes, au détriment des agriculteurs des pays les plus pauvres et des consommateurs du monde entier.

Les biocarburants ne sont pas les bandits qui menacent la sécurité alimentaire des nations les plus pauvres. Au contraire, si produits de façon sérieuse, en harmonie avec la réalité de chaque pays, ils peuvent devenir un outil important pour produire des revenus et retirer des pays de l'insécurité alimentaire et énergétique. Le Brésil en est un exemple.

La production brésilienne d'éthanol à base de canne à sucre occupe une partie très réduite des terres arables et ne réduit pas l'aire de la production d'aliments.

Et pour que l'on ne dise pas que j'utilise exclusivement des statistiques brésiliennes, je cite ici quelques données du rapport de 2007 du Département d'agriculture des États-Unis sur la production d'éthanol au Brésil. Le Brésil a 340 millions d'hectares de terres agricoles.

200 millions sont des pâturages et 63 millions des plantations, desquelles à peine 7 millions d'hectares de canne. La moitié est utilisée dans la production de sucre. L'autre moitié, 3,6 millions d'hectares environ, est destinée à la production d'éthanol.

C'est-à-dire que toute la canne à sucre du Brésil se trouve sur 2% de son aire agricole, et que tout son éthanol est produit sur à peine 1% de cette même surface.

Certains critiques disent que la production d'éthanol est en train de faire que la canne envahisse des zones de cultures. Ces critiques sont dépourvues de tout fondement.

Depuis 1970, quand nous avons lancé notre programme d'éthanol, la production d'éthanol de canne par hectare a plus que doublé.

D'un autre côté, depuis 1990, notre production de grains s'est accrue de 142%. Quant à la surface cultivée elle a augmenté de seulement 24% à la même période. Donc, l'essentiel est que notre production de grains a augmenté en fonction d'un spectaculaire accroissement de productivité.

Ainsi, l'affirmation que la croissance de la production d'éthanol au Brésil se fait aux dépens de la production d'aliments n'a pas de fondement.

La production d'éthanol et la production d'aliments sont les filles de la même révolution qui, au cours des dernières décennies, est en train de transformer la campagne brésilienne, grâce à l'ingéniosité de nos chercheurs et à l'esprit entrepreneur des agriculteurs brésiliens. Une révolution qui a fait du Brésil une référence mondiale en technologie d'agriculture tropicale.

Il y a des critiques qui s'utilisent d'un argument sans pied ni tête: les champs de canne au Brésil seraient en train d'envahir l'Amazonie. Qui dit pareille bêtise ne connaît pas le Brésil.

La région Nord, où se trouve presque toute la forêt amazonienne, n'a que 21 mille hectares de canne, l'équivalent à 0,3% de la surface totale

des champs de canne du Brésil.

À vrai dire, 99,7% de la canne se trouve à au moins 2 mille kilomètres de la forêt amazonienne. Donc, la distance entre nos plantations de canne et l'Amazonie est la même qui existe entre le Vatican et le Kremlin.

Qui plus est, il y a encore au Brésil 77 millions d'hectares de terres agricoles – hors l'Amazonie, bien entendu – qui ne sont pas encore exploités. Ceci équivaut à un peu moins des territoires de la France et de l'Allemagne joints. Et encore nous avons 40 millions d'hectares de pâturages sous-utilisés et dégradés, qui peuvent être récupérés et destinés à la production d'aliments et de canne.

Bref, l'éthanol de canne au Brésil n'attaque pas l'Amazonie, ne retire pas de la terre de la production d'aliments, ni ne diminue pas l'offre de nourriture à la table des brésiliens et des peuples du monde.

Mes amies et mes amies:

Je ne suis pas en faveur de produire de l'éthanol à partir d'aliments tels que le maïs et autres. Je ne crois pas que quelqu'un va préférer faire le plein du réservoir de sa voiture si pour cela il devra rester le ventre creux.

D'un autre côté, il est évident que l'éthanol de maïs ne réussit à concurrencer la canne que lorsqu'il est anabolysé para des subventions et protégé par des barrières tarifaires.

L'éthanol de canne produit 8,3 fois plus d'énergie renouvelable que l'énergie fossile employée dans sa production. Par contre, l'éthanol de maïs produit à peine une fois et demie l'énergie qu'il consomme.

Voilà pourquoi l'on dit que l'éthanol c'est comme le cholestérol. Il y a le bon et le mauvais cholestérol. Il y a le bon et le mauvais éthanol. Le bon éthanol aide à dépolluer la planète et est compétitif. Le mauvais éthanol dépend des graisses des subventions.

L'éthanol brésilien est compétitif parce que nous avons la technologie, des terres fertiles, du soleil en abondance, de l'eau et aussi des agriculteurs compétents. Et ceci n'est pas notre privilège exclusif. Une bonne partie des pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes, en plus de quelques pays asiatiques, réunissent des conditions semblables. Et, avec de la coopération, du transfert de technologie et des marchés ouverts, ils peuvent, eux aussi, produire de l'éthanol de canne ou du biodiesel avec succès, créant des emplois, produisant des revenus et apportant du progrès pour leurs populations.

C'est-à-dire que la "révolution dorée", qui combine terre, soleil, travail et technologie de pointe, peut aussi se produire dans d'autres pays en développement. Les savanes africaines, par exemple, sont très semblables au Cerrado brésilien, où l'on trouve des taux de productivité exceptionnels.

Mes amies et mes amis:

L'heure est venue pour que les analystes politiques et économiques évaluent correctement la capacité de contribution des pays en développement dans la question des aliments, de l'énergie et des changements climatiques.

Près de 100 pays ont une vocation naturelle pour produire des biocarburants de façon durable. Ces pays devront faire leurs études et décider s'ils peuvent ou non produire des biocarburants, et sur quelle surface. Ils devront définir les plants les plus adéquats et choisir des projets en fonction de critères économiques, sociaux et environnementaux.

Ce sont des décisions importantes. Qui doivent être prises par eux mêmes. Et non par d'autres pays ou par des entités qui bien des fois reprennent – même de bonne foi – les arguments de l'industrie pétrolière ou des secteurs agricoles habitués aux subventions et au protectionnisme.

Le monde doit aussi décider comment faire face à la terrible menace du réchauffement global. Une menace qui exige une réponse ferme et unie de toute l'humanité.

À Kyoto, le monde a réagi de façon mûre et responsable. Malheureusement, certains pays ont refusé d'assumer des engagements et des objectifs de réduction de l'émission de dioxyde de carbone.

Malgré tout, Kyoto a été une référence. L'humanité a pris conscience qu'une action forte et organisée était nécessaire pour sauver la planète.

Hélas, il est plus facile d'émettre des alertes que de changer des habitudes de consommation et finir avec le gaspillage. C'est plus facile de dire que la faute revient aux autres que de faire les changements nécessaires, qui affectent les intérêts établis.

Ainsi, il semble que, dans les derniers temps, les voix de ceux qui hurlent pour une réduction des émissions de dioxyde de carbone deviennent plus faibles.

C'est lamentable. Nous ne pouvons pas être irresponsables envers le futur de nos enfants et de nos petits-enfants, avec le futur de la planète. Le monde ne peut pas continuer à brûler des carburants fossiles au rythme actuel.

Au Brésil, nous avons fait une enquête pour comparer les

émissions de CO₂ d'une voiture fonctionnant à l'éthanol et une autre à essence – nous avons utilisé le même modèle, le même moteur, la même route, la même vitesse. La voiture à essence émet 250 grammes de CO₂ par kilomètre, soit huit fois et demie plus que celle de la voiture roulant à l'éthanol. Dans la comparaison entre le diesel et le biodiesel, nous avons pu constater que le camion au carburant fossile a émis 5,3 fois plus de dioxyde de carbone que celui roulant au biodiesel.

Qui plus est, les plantes utilisées dans la production de biocarburants, au cours de leur croissance, sont aussi responsables par la saisie d'une grande quantité de dioxyde de carbone. C'est un carburant qui nettoie la planète pendant qu'il est en train d'être produit.

Pour tout cela, il faut entreprendre un débat sérieux et équilibré par rapport aux biocarburants et le réchauffement global. Dans ce but, je suis en train d'inviter des autorités, des chercheurs et des représentants de la société civile de tous les pays pour la Conférence Internationale de Biocarburants, au prochain mois de novembre, à São Paulo.

Mes amies et mes amis:

Réduire les coûts de l'énergie et des engrains et éliminer les subventions intolérables à l'agriculture dans les pays riches – voilà les plus grands défis d'aujourd'hui.

Au cours de ces 30 dernières années, il y a eu une véritable révolution silencieuse dans l'agriculture de plusieurs pays, surtout dans les tropiques. Cette révolution peut être bénéfique pour tous, riches et pauvres, sans distinction. Elle peut aussi apporter des outils, des solutions et des alternatives pour répondre à la demande croissante de centaines de millions de personnes.

L'expansion de l'agriculture des pays en développement, tels que le Brésil, change la dimension des problèmes. Changent les routes et les stratégies pour les résoudre.

La vision de sécurité qui prédomine dans le monde actuel est centrée sur le contrôle et la garantie du territoire, de l'offre d'aliments et de l'offre d'énergie.

Les subventions à la production agricole et les barrières commerciales, qui ont tellement freiné la croissance de l'agriculture des pays le plus pauvres, sont aussi une conséquence de cette vision.

Il faut reconnaître que, si l'agriculture des pays en développement aurait été stimulée par un marché libre, peut être cette crise des aliments n'existerait même pas.

Il faut reformuler des visions, recycler des idées. Nous devons travailler avec des notions d'interdépendance et de collaboration. Je suis convaincu que nous pouvons créer un nouvel concept de sécurité pour un monde où non seulement l'énergie, mais aussi les idéologies seront renouvelables.

La mondialisation qui s'est installée de façon si ample dans l'industrie se doit d'atteindre l'agriculture.

Nous devons, comme l'a suggeré notre Directeur-Général Jacques Diouf, considérer ce moment non comme une crise, mais comme une opportunité. Une opportunité pour stimuler l'agriculture dans tous les pays, surtout en Afrique.

Je me suis toujours considéré un optimiste. J'ai confiance dans la capacité de l'humanité d'apprendre avec les nouveaux défis et de trouver des solutions innovantes. Ainsi il y a été dans le passé. Et je suis convaincu qu'il en sera ainsi maintenant. Il suffit de ne pas faire un

diagnostique erronné du problème. Il suffit de ne pas emprunter les mauvais chemins.

La solution ne réside pas en plus de protection ou d'essayer d'enrayer la demande. La solution se trouve dans l'augmentation de l'offre de denrées alimentaires, l'ouverture de marchés et l'élimination des subventions de façon à répondre à la demande croissante. Et pour cela il s'avère nécessaire de procéder à un changement radical dans les formes de penser et d'agir.

Je vous remercie.